

**LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA DDFIP du CHER  
(Solidaires Finances Publiques, CGT, FO) S'INSCRIVENT  
PLEINEMENT DANS L'APPEL UNITAIRE FONCTION PUBLIQUE  
POUR OBTENIR UNE REVALORISATION IMMÉDIATE  
DU POINT D'INDICE**

**ELLES APPELLENT TOUS LES AGENTS DE LA DDFIP  
A SE METTRE EN GRÈVE LE 19 MARS**

Alors que depuis l'automne dernier des négociations sur le régime indemnitaire se sont engagées à la DGFIP, les récentes annonces gouvernementales suscitent les plus grandes inquiétudes quant à l'aboutissement de ces négociations.

En effet, le gouvernement Attal vient de publier au Journal Officiel son décret d'annulation des crédits pour la Fonction Publique à hauteur de 10 milliards d'euros. Ces annulations portent notamment sur les crédits dédiés aux dépenses de personnels pour un montant de 800 millions d'euros. Pour notre Ministère, les coupes atteignent près de 460 millions d'euros. C'est inacceptable !

**L'URGENCE RESTE LES SALAIRES !**

Depuis 2000, les fonctionnaires ont perdu 27,5 % de pouvoir d'achat entre les années de gel ou de trop faibles revalorisations du point d'indice. Depuis trois ans, la forte inflation subie nécessite une revalorisation immédiate de 10 % du point d'indice.

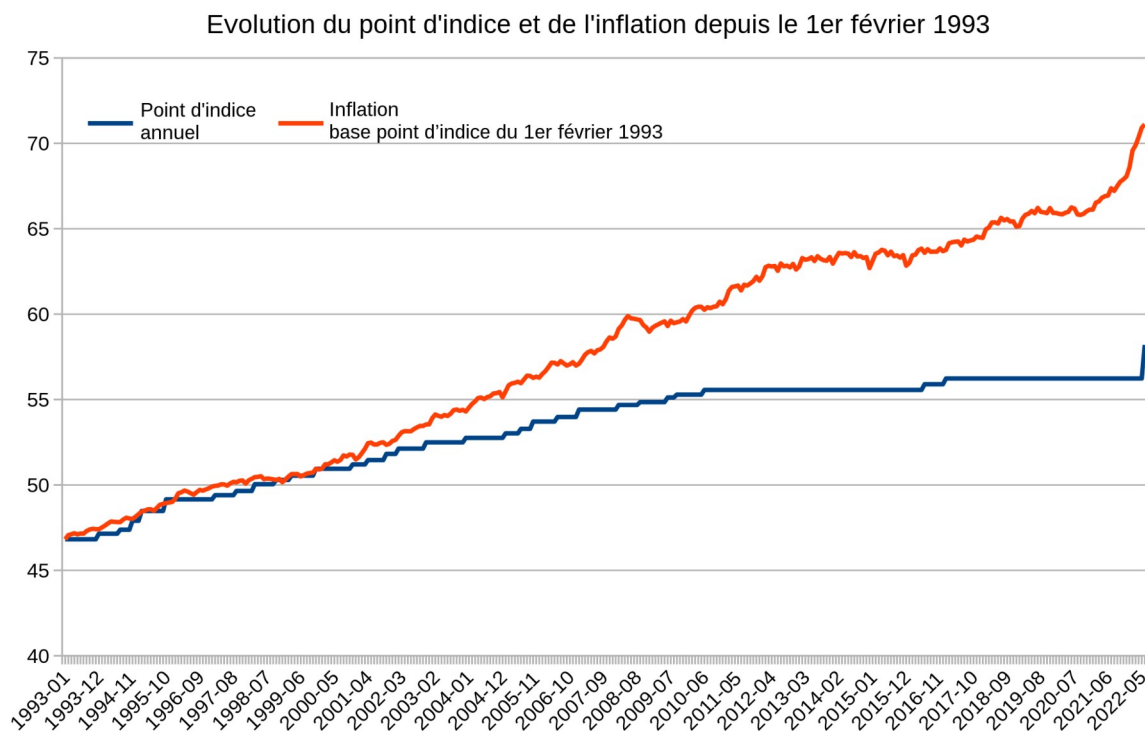
Les organisations syndicales de la Fonction Publique CFDT, CFE-CGC, CGT, FA, FO, FSU, Solidaires, UNSA, réunies le mercredi 24 janvier 2024, ont condamné l'absence de toute perspective de mesures générales d'augmentation des rémunérations dans la Fonction Publique dans un contexte d'inflation encore soutenue. Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans un contexte d'effondrement du niveau des rémunérations des agents publics.

**A LA DGFIP, 2024 C'EST L'HEURE DES COMPTES !**

Cela fait plus de 10 ans que notre régime indemnitaire n'a pas été revalorisé. Cela ne peut plus durer !

L'année 2024 doit être l'heure des comptes pour chacune et chacun d'entre nous qui faisons vivre la DGFIP malgré des réformes structurelles incessantes, des suppressions massives d'emplois et des conditions de travail toujours plus dégradées.

L'intersyndicale est convaincue que pour obtenir une revalorisation à la hauteur des enjeux, il y a nécessité à ce qu'un maximum de collègues s'invite dans cette négociation. Comme souvent, les avancées ne reposent que sur l'engagement de chacune et de chacun d'entre nous.



Comparaison de l'évolution du point d'indice salarial des fonctionnaires en France et de l'indice des prix à la consommation (Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Ensemble hors tabac) fourni par l'INSEE, depuis février 1993

**En 28 ans (de janvier 1994 à juillet 2022), le point d'indice a progressé de 24,3 % alors que l'inflation sur la même période progressait de 55,9 %, soit une différence de 31 points. Pour un débutant dans la fonction publique, à grille indiciaire identique, cela représente une perte de pouvoir d'achat de plus de 20 % sur la période. Cette diminution de pouvoir d'achat s'applique à l'ensemble du traitement à cause de l'indexation de certaines primes sur l'indice de rémunération.**

## **NOUS EXIGEONS !!**

- L'AUGMENTATION DU POINT D'INDICE DE 10 %**
- LA REVALORISATION IMMÉDIATE**
  - **DE NOTRE RÉGIME INDEMNITAIRE**
  - **DES GRILLES DE CARRIÈRES**
- NON A L'INSTAURATION DU SALAIRE AU MÉRITE**

**LE 19 MARS 2024,  
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !**